

## LES RÉVOLTÉS LIBYENS À LA CROISÉE DES CHEMINS DE SYRTE

### LES PIÈGES DE LA LUTTE ARMÉE, DU CLIENTÉLISME, DE LA PARENTÉ ET DU LEADERSHIP

La situation politique et militaire en Libye préoccupe actuellement tous les observateurs pour des raisons diverses. Pour les voisins, à cause de leurs compatriotes coincés à l'intérieur de ce pays par une guerre fratricide, et aussi parce que c'est de l'avenir politique de la Libye que dépend en partie l'avenir de la construction démocratique chez eux. Pour les autres puissances mondiales, à cause du pétrole et des problèmes géopolitiques que posent en Méditerranée les événements que connaît la Libye.

Mais ce qui tient actuellement le monde en haleine, ce sont les affrontements militaires entre les forces de Kadhafi et celles des insurgés concentrés dans la zone du pétrole d'Adjedabia-Brigua jusqu'à Ras Lanouf, c'est-à-dire jusqu'à la porte de Syrte. Pourquoi cet acharnement des deux côtés sur cette zone ? A cause du pétrole ? Parce que Kadhafi est originaire de Syrte et que le maintien ou la perte de cette ville est d'un grand poids symbolique pour celui-ci ? Bien sûr, mais il y a une autre réponse à cette question, peut-être beaucoup plus crédible. C'est ce que nous allons développer ici.

En réalité, la question de Syrte soulève beaucoup d'autres problèmes concernant les issues possibles de cette guerre fratricide, qui ne semble pas près de se terminer. La plus importante est peut-être celle-ci : Kadhafi peut-il encore tenir son pouvoir dans la région de la Tripolitaine ? Et, s'il y parvient, à quoi peut-on imputer cette capacité de manœuvre et de résistance ? Pour y répondre, il faut comprendre autrement les enjeux de la guerre de Syrte.



Carte montrant les différentes régions de la Libye [[http://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/d/dc/Libya-CIA\\_WFB\\_Map-fr.png](http://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/d/dc/Libya-CIA_WFB_Map-fr.png)]

Depuis toujours, les observateurs ont éprouvé des difficultés à déterminer les contours de « la logique » que suit Kadhafi dans sa gestion des conflits dans lesquels il s'implique. Pour les affaires intérieures, certains considèrent qu'il fait jouer les tribus les unes contre les autres, et que celles-ci décident à leur tour, par leurs comportements autonomes, du paysage politique libyen intérieur.

\*Mouli Lahmar est professeur de sociologie politique à l'université de Tunis

Cette approche classique a l'avantage d'être facile à adopter pour tous les esprits habitués à penser les questions politiques dans le monde arabo-africain en termes de tribus, et a aussi la capacité d'introduire un certain ordre dans le chaos apparent des sociétés où l'État a une faible présence. Mais, dans l'état actuel de la société libyenne, elle peut induire l'observateur, surtout celui intéressé par ce qui se passe actuellement à Syrte, dans deux erreurs graves :

La première est de croire que ce qu'on appelle tribus, en l'occurrence celles de Syrte, forment des unités homogènes capables de prendre une position commune et d'agir en conséquence collectivement, et que Kadhafi est un chef tribal qui perdrait ou l'emporterait selon les positions qu'adopteront finalement les tribus libyennes.

La deuxième erreur serait d'oublier, à cause justement du masque que jette la notion de tribu sur la « réalité » sociale en question, que la Libye est devenue un pays urbanisé dont les habitants vivent principalement de la rente pétrolière et non de l'activité pastorale d'antan, que les conflits internes au sein des populations ont changé de nature et que les jeunes sortis des universités modernes sont devenus potentiellement, comme ailleurs dans le monde, un élément important dans l'orientation de la vie politique des sociétés. L'enjeu de Syrte devient alors autre si l'on introduit ces variables dans les données du problème.

Observons maintenant ces éléments de plus près. D'abord quel est le fondement socio-anthropologique et historique sur lequel Kadhafi assoit son pouvoir ? Ni classe, ni tribu, ni parti politique, le fondement socio-politique du pouvoir de Kadhafi est ce que j'ai appelé ailleurs le groupement « zaïmatique », c'est-à-dire le groupement qui se construit par, pour et autour d'un leadership, dont les membres ont des origines sociales diverses : des plus humbles jusqu'aux plus nantis, des ruraux les plus « grossiers » aux urbains les plus « raffinés », des plus simples agents de la garde personnelle aux intellectuels les plus avisés. Les membres de ce groupement proche du cercle du « zaïm » sont liés à celui-ci par des liens de parenté, de clientélisme et d'affectivité charismatique ; ceux qui se situent loin de ce cercle, par des liens d'intérêt indirects. Mais l'ensemble est lié au pouvoir du « zaïm » par la coercition. Comme les membres de ce groupement se recrutent dans tous les milieux sociaux et exercent localement, à travers leurs familles d'origine, un pouvoir politique important, lui aussi basé sur la parenté, le voisinage et le clientélisme, ils font la « Jamahiriya » du « zaïm » et permettent à celui de monopoliser le droit d'être le leadership unique de cette « Jamahiriya ». Ce groupement n'est que celui que composent les comités révolutionnaires et les autres corps analogues, bizarrement pas très différents des anciens frères senoussi regroupés autour de leur chef maraboutique révolu.

Quels rapports y a-t-il entre la structure du pouvoir de Kadhafi, les transformations qu'a connues la Libye après l'indépendance et les enjeux actuels que représente Syrte pour les protagonistes en guerre ?

En dehors de la valeur symbolique et pétrolière de la région, il y a, dans la zone de la Tripolitaine, quatre éléments qui croisent la nature du pouvoir de Kadhafi, et que la prise de Syrte par ses opposants enflammerait d'une manière potentiellement spectaculaire.

Le premier élément est que l'après-Syrte ouvre sur une région où le relief change progressivement mais d'une manière nette. Les collines, les ravins et la faune différente transformeront les méthodes et les techniques de combat. Cela voudrait dire, entre autres, que si les opposants de Kadhafi arrivent dans cette région et que ce dernier garde ses ressources militaires et sa capacité de recruter des combattants, les révoltés auront beaucoup de peine à avancer dans cette zone accidentée, contrairement à la situation entre Adjedabia et Syrte.

Le second élément est que, si les opposants dépassent Syrte, ils entreront dans une zone de forte concentration démographique (selon les valeurs locales), où les centres urbains sont proches les uns des autres et où la communication est facile et intense. Et, dans ce complexe historique démographico-urbain où la population de Moussrata a une grande influence régionale à l'est de Tripoli, les insurgés pourraient ouvrir des voies politiques vers Tripoli très dangereuses pour le régime de Kadhafi ; d'où l'acharnement de celui-ci sur cette ville qu'il tient à l'écart de Beni Walid, Khoms, Zliten et Tarhouna.

Le troisième élément est que la sédimentation socio-politique qui a eu lieu historiquement dans la région de la Tripolitaine – c'est également le cas pour la Cyrénaïque – et l'usage qu'en ont fait les politiques a produit une identité locale assez spécifique dans cette région, qui, si elle est retournée contre les insurgés arrivant dans cette zone sans alliés politiques sûrs, pourrait leur devenir défavorable.

Le dernier élément, et il est peut-être le plus compliqué, nous fait revenir aux fondements socio-anthropologiques du régime de Kadhafi. Nous avons vu que le modèle politique que cristallise ce régime est ce que j'ai appelé le modèle « zaïmatique ». Or ce type de modèle, apparemment solide, est en réalité socio-politiquement fragile, c'est-à-dire qu'il tend toujours à se disloquer, d'où le besoin de le ranimer de temps à autre. Cette fragilité est inhérente à deux de ses principes fondamentaux : le premier est que sa survie est fonction de la capacité du « zaïm » d'avoir des ressources pour les distribuer à ses partisans. Le deuxième est que les liens politiques sur lesquels ce modèle est fondé sont peu organiques : le charisme,

la parenté et le clientélisme. Or ce qui représente un défi réel pour les opposants de Kadhafi, c'est l'ensemble des croisements politiques que la distribution des ressources (ici l'argent), l'attribution des privilèges honorifiques et la répression contre les résistants permettent au « zaïm » de réaliser au sein du tissu social tripolitain qu'on vient de décrire, et que Kadhafi traverse de bout en bout à l'aide de son groupement « zaâmatique » impressionnant.

Quels sont dans ce contexte social les mécanismes de mobilisation des alliés et des clients politiques ? Ce sont la distribution, sous plusieurs formes, de l'argent de la rente pétrolière et la répression.

Si donc les opposants postés en Cyrénaïque atteignent et dépassent Syrte, ils doivent d'abord cesser de penser la population de la Tripolitaine en terme de tribus qui se comporteraient chacune comme un bloc homogène, y compris celles de Syrte. Ensuite, ils doivent réaliser qu'en entrant en Tripolitaine, ils entrent en fait dans un grand marché (souk) politique en pleine expansion, dont la marchandise est l'allégeance politique et le moyen de négociation le prix à

payer pour que cette allégeance soit assumée. Mais ce marché n'étant pas à la portée de tout le monde, il laisse toujours de côté beaucoup de apolitiques, de déshérités, d'opprimés, de gens peu intéressés par l'allégeance politique contre l'argent, et surtout de jeunes ayant soif de démocratie et de liberté sans avoir la possibilité d'exprimer librement cette demande.

Si donc le pouvoir à Tripoli fait tout son possible pour maintenir le siège de Moussrata, c'est pour empêcher toute connexion entre elle et les opposants, ainsi qu'entre ceux là et les villes, les villages et les hameaux ruraux parsemés partout dans la région car, si connexion il y a, c'est toute la physionomie du marché politique actuel qui changera.

Enfin, une grande absente fait défaut à ceux qui, en Libye, mènent un combat pour la liberté et la démocratie : la population intellectuelle moderne du pays. La Libye moderne ne se fera pas avec les canons mais avec les idées, et il faut donner à ses intellectuels la possibilité de parler, c'est-à-dire de confectionner la légitimité de la révolution de leur peuple.

La responsabilité des opinions exprimées ici n'engagent que la responsabilité de leur auteur et ne reflètent pas nécessairement la position de l'IESUE